

**Jordi Brahamcha-Marin (Le Mans Université)**  
**Alice de Charentenay (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)**

## **Le cent-cinquantenaire de la Commune de Paris : un bilan des commémorations**

« Commémorer Napoléon, oui ; la Commune, non » : par cette phrase prononcée sur France Inter le 4 mars 2021, Pierre Nora aura paradoxalement donné beaucoup de vigueur aux commémorations du cent-cinquantenaire de la Commune. Le maître d'œuvre des *Lieux de mémoire* affichait son scepticisme quant à la pertinence de commémorations officielles d'un événement qui, selon lui, n'avait pas apporté grand-chose à l'histoire de France, et qui de toute façon ne pouvait pas être pris en charge par les pouvoirs publics sans que sa force subversive et révolutionnaire ne s'érousse. Ces propos ont fait réagir et ont contribué, avant même le 18 mars, à problématiser et donc à rendre visible la question de la mémoire de la Commune, alors même qu'une partie de la classe politique s'acharnait à l'éclipser : relevons qu'Emmanuel Macron, en 2021, a consacré quelques tweets à Napoléon mais aucun à la Commune.

Ces commémorations ont donc d'emblée pris une dimension polémique. La légitimité même d'honorer l'insurrection de 1871 a été mise en question par différents acteurs. Le groupe « Les Républicains » au Conseil de Paris s'est ainsi opposé à des initiatives commémoratives jugées trop complaisantes de la part de la municipalité. C'est aussi dans la presse et les médias que le combat mémoriel s'est mené. À gauche bien sûr, *L'Humanité* a commémoré chaque journée de l'événement par un récit presque feuilletonnant de Michèle Audin. À droite, une tribune d'Alexandre Gady dans *Le Figaro* du 26 mars a déploré l'« iconoclasme » des communards et les dégâts causés par eux au patrimoine architectural parisien ; et le 22 mai, dans son émission *Répliques* sur France Culture, Alain Finkielkraut s'est attaché, face aux historiens Michel Winock et Quentin Deluermoz, à souligner les aspects sombres de l'insurrection. Le point culminant de l'activité mémorielle anticommunarde a été atteint le 29 mai avec une manifestation organisée à Ménilmontant par le diocèse de Paris, en hommage aux « martyrs » massacrés par la Commune – un terme qui, comme le souligne et le déplore une tribune parue le 2 juin dans *La Croix*, impose à cette insurrection une grille de lecture religieuse plutôt que politique. Les quelques semaines du cent-cinquantenaire ont donc mis aux prises un discours de gauche, philo-communard, et un discours de droite, néo-versaillais, reprenant parfois sans grande distance ni mise en contexte les images d'Épinal d'une insurrection essentiellement marquée par la violence et la destruction. Un trope fréquent de ce discours consiste à attribuer à la Commune la responsabilité de la guerre civile, à laisser entendre qu'on ne peut célébrer la première sans glorifier la seconde et à dissoudre les torts respectifs de chacun des deux camps dans une appréhension abusivement totalisante de l'événement, comme si, au-delà des exactions bien réelles, mais tout de même assez marginales, que ses membres ont commises pendant la Semaine sanglante, la Commune avait été responsable de son propre écrasement et des milliers d'exécutions sommaires qu'elle a subies.

Toujours est-il que cette séquence confirme l'impossibilité, encore en 2021, d'une mémoire apaisée et consensuelle de la Commune : celle-ci demeure un événement profondément clivant. Cela n'a rien d'étonnant ; comme le rappelait récemment l'historienne Ludivine Bantigny, il est difficile pour la « République » d'intégrer harmonieusement à son histoire une guerre civile qui met aux prises, précisément, deux conceptions opposées de la république : la république démocratique et sociale d'un côté, qui a pris le pouvoir à Paris pendant soixante-douze jours, et la république conservatrice de l'autre, dominée par des monarchistes à l'époque, qui a écrasé la

première dans le sang. Sans doute faut-il aussi ajouter un autre facteur un peu plus conjoncturel qui contribue à faire de la Commune une question brûlante. Depuis une dizaine d'années, en France mais aussi dans le monde, la référence communaliste (et, indirectement, communarde) joue un rôle de plus en plus important dans les mobilisations sociales : que l'on pense à Nuit-Debout, à la « ZAD » de Notre-Dame des Landes, mais aussi aux Gilets-Jaunes sur les ronds-points, ou bien, pour sortir de France, au mouvement Occupy Wall-Street... Ces mouvements sociaux, qui pour beaucoup ont en commun d'accorder une place centrale à la question de la démocratie, de l'horizontalité, des modalités de décision collectives, se sont naturellement tournés vers une insurrection qui incarne bien mieux toutes ces dimensions que ne peuvent le faire les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle. La mémoire de la Commune en 2021 a donc d'autant plus de chances d'être conflictuelle qu'elle trouve un écho dans des conflits récents.

Si l'opposition entre mémoire philocommunarde et mémoire néo-versaillaise recoupe l'opposition entre gauche et droite, on ne peut pas dire pour autant que, même au sein de la gauche, les célébrations de la Commune se soient faites sans accroc. Il est naturellement embarrassant pour des partis de gouvernement de rendre hommage à une insurrection ; et les cérémonies organisées le 18 mars par la ville de Paris et sa maire socialiste laissent une impression de gêne et de maladresse. Anne Hidalgo et divers membres de l'exécutif parisien ont ainsi posé au petit matin à Montmartre devant des effigies de communards et des dessins de canons à la ligne claire, tirés de l'exposition itinérante et de l'ouvrage *Nous la Commune* de Dugudus. Pour honorer la Commune, faudrait-il préalablement la présenter comme une séquence de dessin animé dont toute violence fût bannie ? On s'attendait presque à ce que ces canons en carton se mettent à tirer des boulets en mousse. D'autant que la foule des riverains et des militants était tenue à distance derrière un dispositif policier, pour des raisons mi-sanitaires mi-sécuritaires. Mais quel étrange effet pour commémorer une révolution populaire ! Insoluble contradiction, inextricable embarras, des hommages officiels rendus à des insurrections.

Les commémorations de la Commune sont aussi venues d'associations. La plus ancienne et la plus connue, l'Association des Amies et Amis de la Commune de Paris, historiquement liée au Parti communiste, a fait ce qu'elle a pu dans un contexte de pandémie où les spectacles, expositions, événements publics étaient pour l'essentiel empêchés – ce qui, insistons-y, est forcément un creve-cœur quand il s'agit de fêter une insurrection populaire. Malgré tout, cette association a pu réaliser, avec la mairie de Paris et le Comité d'histoire de la Ville de Paris, l'exposition itinérante *Les 72 Jours de la Commune*, accrochée en extérieur – devant la Sorbonne, puis sur les grilles des Buttes-Chaumont, puis sur celles du square Villemain, dans des quartiers de Paris populaires en 1871. Elle est aussi visible en ligne. Les Amies et Amis de la Commune ont également tâché de faire vivre les commémorations dans toute la France, où ils comptent de nombreuses sections : c'est un « parti pris ancien » de leur part, nous indiquait récemment leur co-président Roger Martelli, que de considérer la Commune comme un événement global, aux multiples ramifications, non limité à la ville de Paris et à ses quelques semaines d'existence.

Si cette association se veut dépositaire d'un certain héritage politique, celui de la république démocratique et sociale, elle a toutefois une vocation moins directement militante que celle qui s'est créée en 2018 sous le nom « Faisons vivre la Commune de Paris ». Celle-ci considère, comme son site internet en témoigne, que la référence communarde peut et doit irriguer certaines mobilisations contemporaines, qu'il s'agisse du mouvement des Gilets Jaunes, des luttes féministes ou encore des débats sur les « communs ». Les membres de cette association projetaient d'organiser une « saison communarde » dans un lieu éphémère conçu pour l'occasion, avec librairie, spectacles, expositions, concerts, débats ; les mobilisations sociales

actuelles y auraient été représentées. Le coronavirus est venu troubler ce beau programme et le troisième confinement a contraint l'association à se replier sur d'autres formes d'événements : déambulations urbaines, *street art*, etc. Mais « Faisons vivre la Commune de Paris », en s'inscrivant explicitement dans la continuité de luttes sociales récentes (lutte contre la Loi Travail en 2016 et contre la réforme des retraites en 2019-2020, Gilets Jaunes), a donné à ces commémorations une tonalité offensive et militante.

Cette dimension militante des commémorations communardes s'étale aussi sur les tables de librairie. Le livre de Ludivine Bantigny intitulé *La Commune au présent : une correspondance par-delà le temps*, aux éditions La Découverte, entrelace passé et présent et fait résonner dans notre actualité le combats des communards – l'ouvrage prend la forme originale de lettres écrites par l'autrice à des acteurs et actrices de la Commune. Outre La Découverte (héritière des éditions Maspero), plusieurs maisons d'édition militantes, situées à gauche ou à l'extrême gauche, ont pris part à cette actualité communarde : commençons par évoquer le monumental dictionnaire dirigé par Michel Cordillot, *La Commune de Paris, 1871 : les acteurs, les événements, les lieux*, qui, avec l'aide d'une trentaine d'historiens parmi les plus qualifiés, tente de cerner aussi exhaustivement que possible la question. Cet impressionnant ouvrage demande à être complété par les notices du Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, chez le même éditeur. Les Éditions sociales ont publié une sélection de textes de Marx et d'Engels intitulée *Sur la Commune de Paris : textes et controverses*, présentés par Stathis Kouvelakis, et une petite anthologie commentée, *Découvrir la Commune*, réalisée par Jean-Baptiste Thomas. Libertalia a publié une biographie de Léon Frankel par Julien Chazeville et un important essai de Michèle Audin, *La Semaine sanglante : mai 1871, légendes et comptes*, qui révisé sensiblement à la hausse les estimations de Robert Tombs relatives au nombre de communards massacrés entre le 21 et le 28 mai 1871. Signalons que cette autrice, à la fois historienne et romancière, responsable de l'indispensable blog *Ma Commune de Paris*, a aussi donné à Gallimard (collection « L'Arbalète ») un nouveau roman, *Josée Meunier, 19, rue des Juifs*, qui restitue l'histoire du communard Albert Theisz après la Semaine sanglante. Gallimard a participé à cet anniversaire avec plusieurs publications : les *Mémoires* de Louise Michel, dans l'édition de 1886, procurés par Claude Rétat, et l'essai *Les Pétreuses* d'Edith Thomas, présenté par Chloé Leprince, ont reparu dans la collection « Folio Histoire ». En « Folio Classique », les auteur-e-s du présent article ont édité une anthologie littéraire sous le titre *La Commune des écrivains : Paris 1871, vivre et écrire l'insurrection*. Du point de vue de la vulgarisation, relevons l'ouvrage de Laure Godineau, *La Commune de 1871 expliquée en images*, aux éditions du Seuil ou, beaucoup plus confidentiel, *La Commune de 1871 : le printemps parisien*, de Jean-Luc Vézinet, aux éditions Un autre regard. Ces deux livres, intéressants pour tout lecteur, sont notamment destinés à un public jeune et viennent utilement et intelligemment occuper un créneau éditorial. Signalons enfin quelques publications plus strictement universitaires : la Commune, envisagé d'un point de vue littéraire, a fourni leur prétexte à deux beaux numéros spéciaux des *Nineteenth-Century French Studies* d'une part, de la revue *Contextes* d'autre part.

Sur le terrain audiovisuel, la production la plus marquante est incontestablement le dessin animé *Les Damnés de la Commune*, diffusé le 16 mars sur Arte, adapté par Raphaël Meyssan de son propre roman graphique paru chez Delcourt, en trois tomes, entre 2017 et 2019. Le livre comme le téléfilm font un pari esthétique aussi audacieux que réussi en utilisant exclusivement comme matériau graphique des gravures d'époque. Cette belle réalisation, couronnée de succès à l'audimat, fournit également sa matière à une exposition accrochée de mars à septembre au pavillon Carré de Baudouin, dans le XX<sup>e</sup> arrondissement.

Les mesures sanitaires ont été assouplies suffisamment tôt pour que certains événements publics puissent avoir lieu dans les dernières semaines du mois de mai. Tables rondes et débats *en présentiel* ont enfin pu se tenir. La BnF a accueilli le 10 juin une journée d'études intitulée *Nommer et raconter la Commune*. La librairie Le Monte-en-l'Air, à Ménilmontant, s'est illustrée par la qualité de sa programmation en invitant Michèle Audin, Laure Godineau, Julien Chuzeville, Stathis Kouvelakis et quelques autres le week-end des 22 et 23 mai, puis Ludivine Bantigny et Quentin Deluermoz le 29 mai - rencontre qui se serait déroulée sans accroc si elle n'avait pas été nassée par la police au prétexte du passage, à peu près à la même heure et à peu près au même endroit, de la manifestation diocésaine d'hommage aux « martyrs ». Mais un air de fête, de printemps et de déconfinement régnait sur Paris, et le traditionnel défilé de « montée au mur », le 29 mai également, de la place de la République jusqu'au mur des Fédérés dans le cimetière du père-Lachaise, a été cette année un franc succès, réunissant plusieurs milliers de personnes chantant sous un beau soleil et dans une atmosphère à la fois festive, solennelle et combative.

*Les auteur-e-s remercient Roger Martelli, de l'Association des Amies et Amis de la Commune de Paris, et Marc Plocki, de l'association « Faisons vivre la Commune de Paris », pour leurs précieux renseignements.*